



Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes – 3INAYA

TERMES DE REFERENCE Service de développement d'un site web (webdeveloper)

Secteur d'activité : Santé

Type de contrat : Prestation de service (consultance)

Durée indicative : avril à juin 2023 (3 mois)

Lieu de la prestation : Maroc

Référence de l'appel d'offre : 23MAROCSITEWEB

Clôture : le 16 avril 2023 à 23h55 (heure du Maroc)



Cofinancé par
l'Union Européenne



AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



1. Informations générales

1.1 Santé Sud

Santé Sud est une ONG française de solidarité internationale qui agit pour le droit à la santé et à des soins de qualité pour tous·tes. Ses projets sont mis en œuvre selon une approche fondée sur les droits et l'égalité de genre, avec une méthodologie de santé publique visant la promotion d'un continuum de soins de qualité permettant le bien-être physique, psychique et social des populations.

Dans le cadre de ses programmes, Santé Sud accompagne les initiatives des acteurs·trices public·que·s et associatif·ve·s afin de faciliter l'amélioration et/ou la mise en place de structures durables, appropriées aux ressources humaines, économiques et techniques en agissant à partir de projets concertés qui laissent la maîtrise des choix aux acteurs·trices locaux·ales.

Au Maroc, Santé Sud accompagne depuis 2013 la protection des plus vulnérables dans différentes régions. Ses interventions ont porté d'abord sur une meilleure insertion sociale et professionnelle des mères célibataires au Maghreb puis, elles ont visé l'amélioration des conditions de vie des enfants et des jeunes sans protection familiale au Maroc. En 2022, l'ONG a appuyé la prévention et le dépistage du handicap chez les enfants sous soutien familial dans la région de Souss Massa.

Santé Sud met actuellement en œuvre 2 programmes au Maroc :

- Un programme de renforcement du système de santé dans la province de Boujdour ;
- Un programme de Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), le projet 3Inaya dont fait mention lequel s'inscrit le présent appel d'offre.

1.2 Le réseau LDDF-INJAD

Le Réseau LDDF-INJAD contre la violence du genre, co-demandeur du projet 3Inaya, est une association marocaine membre et structure membre de la Fédération des ligues des droits des femmes et -déterminant de son identité féminine. Le réseau est l'entité responsable pour accueillir et soutenir les femmes victimes de violences. LDDF-INJAD est composé des centres d'écoute, de conseils juridiques et de soutien psychologique pour les femmes victimes de violence de genre, et du centre d'hébergement TILILA pour les femmes en situation de détresse. La mission du réseau LDDF-INJAD contre la violence de genre relève d'une vision stratégique ayant pour but d'allier l'expertise associative et militante en matière d'écoute, de conseil, d'hébergement, d'orientation juridique et du soutien psychologique au processus global menée par la FLDF pour la sensibilisation, la revendication, le plaidoyer et le lobbying contre la violence du genre et pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

1.2 Programmes de Santé Sud en SDSR

La santé sexuelle et reproductive, la promotion des droits sexuels et reproductifs et la promotion de la culture de l'égalité femmes-hommes font partie des secteurs de spécialisation et priorités d'action de Santé Sud depuis plus de 30 ans. Dans le cadre de ces programmes, Santé Sud accompagne à la fois :

- (1) Le renforcement des connaissances, aptitudes et pratiques des populations, et prioritairement des adolescent·es et des femmes, concernant la santé et les droits sexuels et reproductifs, à travers le partenariat et le renforcement des capacités des OSC à mener des actions de sensibilisation et de plaidoyer ;
- (2) Le renforcement du continuum de soins pour les adolescent·es, les femmes, les nouveau-nés et les enfants par la mise en place de dispositifs de formation et d'accompagnement visant le renforcement des capacités des professionnel·les de santé et des établissements de santé publics à dispenser des soins de qualité, bienveillants et respectueux des droits des patient·es.



Cofinancé par
l'Union Européenne



2. Contexte et justification

2.1. Le programme « Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes »

2.1.1. Contexte de mise en œuvre

Le projet « Action concertée pour le respect des droits en santé sexuelle et reproductive et l'égalité femmes-hommes » nommé "3Inaya" est mis en œuvre au Maroc dans 7 régions (Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat, Béni Mellal-Khénifra, Marrakech-Safi, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Drâa-Tafilalet, Oriental). En ciblant chaque niveau de l'environnement des femmes, l'action vise un changement de paradigme concernant la perception des femmes et le respect de leurs droits, dont en premier lieu le droit à la santé, incluant la lutte contre les discriminations et violences basées sur le genre. Pour cela (1) la promotion des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) reposera sur des activités d'éducation à la santé et de campagnes de sensibilisation aux rapports sexuels sûrs et désirés, à la prévention des violences basées sur le genre dont le mariage des mineures, les grossesses précoces et non désirées. Ces activités incluront la promotion de la culture de l'égalité femmes-hommes, dont la paternité et la masculinité positive, la lutte contre les stéréotypes sexistes et la visibilité du rôle des femmes, de leurs droits et de leurs perspectives d'avenir. (2) La protection des survivant·e·s de violences sera renforcée par l'amélioration de la qualité et de la coordination des mécanismes mis en œuvre par les OSC et les services publics afin de leur garantir l'accès à un continuum de prise en charge global, intégré et coordonné au niveau territorial. (3) La responsabilisation des autorités publiques et des acteurs non étatiques (OSC, médias, universités, centres de recherche) sera accrue grâce au plaidoyer pluri-acteurs pour la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles en visant le changement de perception du rôle, des droits et perspectives des femmes.

L'action répond aux besoins des populations du Maroc où, alors que 50,2% de la population est de sexe féminin (16,8 millions de femmes dont 27,2% ont moins de 15 ans), les discriminations et violences basées sur le genre sont nombreuses. L'Enquête Nationale sur la violence à l'égard des femmes au Maroc montre que 57% des femmes ont subi au moins un acte de violence, surtout en milieu conjugal (52% des violences), que la violence touche davantage les moins instruites, les plus jeunes, les femmes sans activité professionnelle ou en situation de vulnérabilité (femmes migrantes). Les enfants sont aussi touchés : violence sexuelle chez les adolescentes recrutées comme domestiques, mariage d'enfants, exploitation, prostitution. La COVID-19 a amplifié cette vulnérabilité : augmentation des VBG dues à la cohabitation, perte de revenus, augmentation des charges domestiques.

Les problèmes à traiter résultent du manque de mise en pratique des décisions politiques en termes d'égalité et de carcans sociaux persistants tels que les stéréotypes socioculturels sexistes, encore très présents dans les médias, et les dynamiques de domination masculine. Le pays manifeste des résistances à la criminalisation de toutes les violences faites aux filles et aux femmes (y compris le mariage des mineures). Les violences conjugales sont perçues comme une affaire privée, ce qui place ces femmes dans une situation d'isolement. La grande majorité des actes de violence ne sont pas rapportés aux autorités, traduisant une culture d'acceptation de la violence, la méconnaissance des textes de lois et des services de protection disponibles, avec un besoin majeur en promotion des droits, dont le droit à la santé, et de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes.

Pour répondre à ces besoins, l'action appuiera la mise en œuvre des projets importants lancés au niveau national : le Plan Gouvernemental pour l'égalité 2017-2021 sera soutenu par les campagnes de promotion des DSSR et de sensibilisation à l'égalité femmes-hommes ; la loi cadre n°34-09 relative au système de santé et à l'offre de soins sera soutenue par le renforcement de la qualité de la prise en charge dans 3 centres de santé primaire et 3 UIPEC-FEVV. L'action s'inscrit dans la mise en œuvre de la loi 103-13, avec notamment une coordination renforcée avec les cellules des services centraux et déconcentrés.

2.1.2. Enjeux et objectifs du projet

Le projet a pour objectifs de :

Objectif global : Contribuer au renforcement du respect des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et à l'égalité femmes-hommes incluant la prévention des violences basées sur le genre (VBG) et la protection des survivant·es.

Objectifs spécifiques :

- 1- Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de promotion des droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR) et de sensibilisation à la culture de l'égalité ;
- 2- Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de prévention des violences basées sur le genre ;
- 3- Renforcer la qualité et la coordination des mécanismes de prise en charge des survivantes dans les régions de Beni Mellal-Khénifra, Rabat-Salé-Kénitra et Casablanca-Settat avec un rayonnement national.

Ces objectifs ont été conçus selon une approche droits. Ils visent le respect des droits des femmes en tant que détentrices de droits (objectif général) et le renforcement des capacités des OSC et services de santé et de protection sociale en tant que titulaires de responsabilités (objectif spécifique), à travers (1) la promotion et le respect des droits humains, dont le droit à la santé conçue selon la définition de l'OMS : état complet de bien-être physique, psychique et social pour chacun-e ; (2) la prévention des atteintes à ces droits, dont font parties les violences basées sur le genre ; (3) la protection des victimes de VBG dans une démarche alignée avec le principe de non-discrimination et d'égalité d'accès.

3. Définition de la prestation

3.1. Objectifs de la prestation

L'objectif global de la consultation est d'assurer dans un premier temps, sous la supervision du/de la chef.fe de projet 3INAYA, l'hébergement, la conception, le développement, le déploiement, la maintenance du site web ainsi qu'une formation spécifique sur l'utilisation et la gestion du site Web, destinée au Réseau LDDF-INJAD.

La création de ce site web a pour principaux objectifs de permettre d'accéder aux informations par secteurs (santé, juridique, aide psychologique...) et par localisation (1) ; répondre aux besoins d'informations, de sensibilisation, de prévention des violences et d'orientation vers des services de prise en charge disponibles (2) ; partager une boîte à outils de promotion des droits en santé sexuelle et reproductive, de lutte contre les stéréotypes basés sur le genre et sur la prise en charge des survivantes pour les professionnels ou bénévoles réalisant des séances de promotions en droits en santé sexuelle et reproductif (sensibilisation, prévention, contacts clés...) (3) ; garantir la visibilité et la communication sur les activités menées, résultats atteints et autres actualités liées à la culture de l'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les VBG (4). Ce site se veut pionnier dans l'impulsion d'un mouvement SSR au Maroc par la mise à disposition d'outils de sensibilisation (jeux, affiches pédagogiques).

Objectifs spécifiques :

- 1- Création du contenu graphique et du design du site web respectant la chartre graphique en s'inscrivant dans le contexte du projet (ton neutre, promotion des droits des femmes, contexte culturel marocain) ;
- 2- Création d'un site web clair, simple, intuitif et facilement accessible à tous.tes ;
- 3- Assurer la maintenance du site jusqu'à la fin du projet ;
- 4- Assurer la formation du Réseau LDDF-INJAD.



Cofinancé par
l'Union Européenne



3.2. Résultat attendu

Il est attendu de la création de ce site internet qu'il soit **un portail d'information et d'orientation pour les survivantes des VBG**, les témoins, les professionnels de protection et de prise en charge afin de faciliter l'accès des survivantes à leurs droits. Ce site aura comme autre résultat de **sensibiliser et d'offrir au grand public, aux jeunes, et aux animateur.rices de séances de sensibilisation, une boîte à outils et à information sur la SSR** au Maroc. La création du site internet se fera en langue arabe et en langue française et s'inscrira dans la philosophie du projet 3INAYA.

3.5 Livrables attendus

Le.la webdevelopper se chargera de mobiliser les compétences nécessaires à la conception, création, développement et déploiement du site web en langue arabe et en langue française. Ainsi les livrables attendus sont les suivants :

- 1 site internet ;
- 1 livret d'utilisation du site internet à destination du réseau LDDF-INJAD.

3.4 Groupes cibles

Bénéficiaires directs : Toutes personnes se rendant sur le site internet : les femmes victimes de violences, les jeunes, les associations, les professionnel.les de santé ...

Bénéficiaires indirects : Toutes personnes en contact avec un bénéficiaire du site internet : femmes victimes de violences, les jeunes, les associations, patient.es des professionnel.les de santé ...

3.5 Méthodologie

Le site Web doit être entièrement disponible pour tous les principaux navigateurs (Microsoft Edge, Microsoft Internet Explorer, Google Chrome, Mozilla Firefox, Apple Safari, etc.). Le site internet doit également être adapté au format smartphone.

PHASE 1 : Le.la webdevelopper ou le.la responsable de l'agence sera convié.e à une réunion de cadrage avec Santé Sud et le Réseau LDDF-INJAD afin de :

- Appréhender les actions de Santé Sud et son mandat ;
- Appréhender les actions du réseau LDDF-INJAD et son mandat ;
- Développer la philosophie du projet 3INAYA concernant le droit à la santé sexuelle et reproductive ainsi que l'égalité femme-homme ;
- Prendre en considération le cahier des charges et les attentes de Santé Sud et du Réseau LDDF-INJAD ;
- Prendre connaissance des contenus que l'équipe du projet souhaite intégrer dans le site web ;

PHASE 2 :

- Proposition de design, graphique et structuration et la maquette du site web. Réunion de validation avec Santé Sud et le réseau LDDF-INJAD.

PHASE 3 :

- 2^{ème} proposition plus aboutie du site web incluant les contenus. Test préliminaire du site web.

PHASE 4 :

- Le.la prestataire veillera à intégrer les demandes de modifications formulées par l'équipe du projet, s'il y en a. Après intégration de l'ensemble des demandes de modifications, le.la prestataire renverra une version finalisée du site web. Santé Sud, se réserve le droit de demander des ajustements du site web jusqu'à sa validation finale.



Cofinancé par
l'Union Européenne



3.6 Cahier des charges

3.6.1 Contenus du site internet :

Le site comportera environ cinq différentes rubriques avec des sous-volets dans chacune d'elles. Sera présent dans les différentes rubriques une animathèque contenant des supports téléchargeables, des quizz, une cartographie, de l'actualité...

3.6 Contraintes de réalisation

❖ Création du site web et visibilité

Le nom de domaine : Le.la prestataire sera informé.e du choix du nom de domaine après la contractualisation avec Santé Sud. Il.Elle devra conseiller Santé Sud et son partenaire afin d'améliorer le Search Engine Optimization (SEO) et être bien référencé. Dans un second temps, le.la prestataire devra s'assurer de la disponibilité du domaine et de sa réservation. Le.la prestataire devra acheter le nom de domaine pour les 10 prochaines années auprès d'un registraire accrédité par l'ICANN.

L'extension de domaine : Le.la prestataire devra conseiller Santé Sud et LDDF INJAD afin de choisir l'extension de domaine la plus pertinente en corrélant le coût, la visibilité, la perception du public cible.

L'achat d'un forfait d'hébergement : Le.la prestataire devra conseiller Santé Sud et LDDF INJAD sur le type d'hébergement à sélectionner (cloud, dédié, VPS). Il devra être cohérent avec le nombre de visites attendues et en capacité d'intégrer l'ensemble des supports développés.

❖ Sécurisation du site web

Le.la prestataire conseillera Santé Sud afin que le site dispose de toutes les normes de sécurité nécessaire. Il inclura ces éléments dans son offre financière.

Sécurisation du site : Le.la prestataire devra obtenir un certificat numérique Secure Sockets Layer afin d'assurer l'authenticité du site Web et de sécuriser les données des utilisateurs.

Protection Anti-DDoS : Le.la prestataire assurera l'achat et la mise en place d'un système de protection anti-DDoS afin de protéger le site web contre les attaques par déni de service.

Publicité : Aucun publicité, aucun spam ne devra apparaître sur les pages du site web.

❖ Maintenance et assistance

Maintenance du site : La maintenance du site devra être assurée pour les 2 prochaines années par le.la prestataire. Les frais de maintenance seront inclus dans l'AO.

Sauvegarde & restauration : Le site internet devra comporter une option de restauration en cas de suppression par erreur de fichiers.

Assistance : en cas de problèmes technique, la plateforme de maintenance devra opérer les réparations nécessaires sous 24 heures.

❖ Fonctionnalité du site

Langues : Le site devra être disponible en 2 langues : français (de France) et Darija. Une option devra permettre de passer du français vers le darija et vice versa. Le site devra également contenir une option de traduction automatique vers d'autres langues.



Cofinancé par
l'Union Européenne



Connaissances techniques et implémentation : Le site devra permettre une facilité d'implémentation par les professionnels de Santé Sud et de l'INJAD.

Accès aux statistiques : Le/la prestataire devra fournir à Santé Sud un accès aux codes sources propres, claires et commentées du site internet.

Plugins : Le prestataire/la prestataire conseillera Santé Sud concernant l'utilisation des plugins. Les coûts des plugins devront être intégré à la réponse de l'appel d'offre.

3.7 Zone et durée de conduite de la prestation

Le projet se déroule au Maroc. Santé Sud et le réseau LDDF-INJAD sont basés à Rabat. La prestation s'échelonne d'avril à juin 2023.

3.6 Calendrier non-exhaustif de la prestation

Activités	Délais
Sélection du prestataire	Semaine du 17 avril 2023
Réunion de présentation de cadrage de Santé Sud	Semaine du 17 avril 2023
Partage des contenus	Semaine du 17 avril 2023
Traduction de certains contenus (de la langue française à la langue arabe)	Semaine du 24 avril 2023
1 ^{er} maquettage du site	Semaine du 15 mai 2023
Insérer les contenus sur le site et présentation à l'équipe	Semaine du 21 mai 2023
Validation et lancement du site web	Première semaine de juin 2023

3.7 Droits de propriété intellectuelle

Les documents produits demeureront la propriété intellectuelle de Santé Sud. Les documents ne pourront être diffusés par un autre prestataire que Santé Sud.

4. COMPOSITION DES PROPOSITIONS TECHNIQUES ET FINANCIERES

4.1. Profil et compétences attendues

- Être titulaire d'un diplôme de niveau BAC+5 dans le domaine de l'informatique ou de la communication avec une composante sur les technologies Internet ;
- Justifier d'un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle dans la conception et l'alimentation de site web ;
- Avoir réalisé au moins 10 sites web ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'arabe et du français ;
- Avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques et des technologies de l'internet ;
- Avoir une bonne maîtrise du design graphique ;
- Avoir un esprit créatif et d'initiative pour la conception du site ;
- Faire preuve d'une grande flexibilité dans le travail avec l'équipe du projet.

4.2. Présentation de l'offre

4.2.1. Offre technique :



Cofinancé par
l'Union Européenne



Les candidat·es sont prié·es d'introduire leur dossier reprenant les éléments suivants en langue française :

- CV détaillé présentant les références et expériences similaires ;
- Présentation de l'agence et des webdevelopper mobilisé.es et liste des références-clients ;
- Note méthodologique sur l'exécution de la prestation montrant la bonne compréhension des termes de référence de la mission, du contexte et des enjeux de la prestation, la méthodologie détaillée et intégrant une proposition détaillée pour le calendrier de mise en œuvre ;
- Tout partage de prestation antérieure ou de résultats antérieurs (de site web de référence) illustrant les capacités de conduite de la prestation ;
- Identité fiscale du soumissionnaire (copie du registre de la chambre du commerce et du Numéro d'identification fiscal).

4.2.2. Offre financière détaillée et libellée **en euros ou en dirhams** et faisant apparaître à minima les rubriques suivantes (**maximum 1 page**) :

L'offre doit être adressée à Santé Sud et soumise à l'adresse email suivante : ap.maroc@santesud.org au plus tard le 16 avril 2023 à 23h55, heure du Maroc.

Seuls les soumissionnaires présélectionnés seront contactés.

Toutes les candidatures incomplètes seront automatiquement écartées.

Santé Sud se réserve de clôturer l'appel d'offre avant terme si une offre est jugée satisfaisante.

NB : Les dossiers de candidatures resteront la propriété de Santé Sud.

4.3. Principaux critères d'attribution du marché

Critères de sélection	Nombre de points
Enjeux de la prestation et bonne compréhension des besoins des utilisateurs du site web	20 pts
Capacités de respect des contraintes de réalisation et du calendrier	30 pts
Proposition financière	20 pts
Sécurisation du site web	10 pts
Formation initiale et spécialisation pertinente	30 pts
Expérience(s) antérieure(s) sur les thématiques genre et/ou SSR	5pts
Nombre de site web créé	30 pts
Portfolio des sites internet de référence	30 pts